Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal for academic research on Brussels

Collection générale | 2009

L'intérêt pour le quartier : le lieu de résidence des conseillers communaux dans la région de Bruxelles-Capitale

Het belang van de buurt: De woonplaats van de gemeenteraadsleden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

The interest of the neighbourhood: Where municipal councillors live within the Brussels Capital Region

Filip de Maesschalck

Traducteur : Micheline Goche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/672>

DOI : 10.4000/brussels.672

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Filip de Maesschalck, « L'intérêt pour le quartier : le lieu de résidence des conseillers communaux dans la région de Bruxelles-Capitale », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 27, mis en ligne le 27 juin 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/672> ; DOI : 10.4000/brussels.672

Licence CC BY

Filip De Maesschalck

L'intérêt pour le quartier : le lieu de résidence des conseillers communaux dans la région de Bruxelles-Capitale

Traduction : Micheline Goche

Dans cet article, on examine dans quelle mesure certains types de quartiers présentent un déficit ou un excédent de représentation dans les conseils communaux bruxellois. Il ressort de cette étude qu'un quartier est d'autant mieux représenté que son niveau de prospérité est élevé. Les quartiers en difficulté souffrent donc d'une double marginalisation : ils sont confrontés à plusieurs problèmes urbains et ils sont sous-représentés dans les organes de la commune. Il existe cependant, entre les familles politiques, de grandes différences, qui peuvent être reliées à leur position dans le spectre politique. Cette image est stable, comme le montre la comparaison de la situation actuelle avec celle de la législature précédente. L'augmentation du nombre de conseillers communaux d'origine non-européenne améliore quelque peu la représentation des quartiers qui connaissent le plus de problèmes, bien que ceux-ci restent sous-représentés. Les mêmes constatations s'appliquent au parlement bruxellois, où la représentation des quartiers aisés est toutefois plus prononcée.

Filip De Maesschalck est docteur en géographie et chercheur à l'Institut de Géographie sociale et économique de la K.U.Leuven. Ses travaux portent sur les rapports entre la géographie urbaine et la géographie politique. Dans ce contexte, il a étudié le vote d'extrême-droite et le contraste électoral entre la ville et la périphérie – le sujet de sa thèse de doctorat. Il a publié récemment, sur ce sujet : « *Extreem-rechts, ethnocentrisme en onveiligheidsgevoelens op het Vlaamse platteland/Extrême-droite, ethnocentrisme et sentiments d'insécurité dans la Flandre rurale* », *Ruimte en Planning*, 27 (2), pp. 10-27.

Contacts :

Filip De Maesschalck, 01/632 24 26 -
Filip.DeMaesschalck@ees.kuleuven.be

Michel Hubert (réd. en chef.), 02/211 78 53 -
0485/41 67 64 - hubert@fusl.ac.be

Introduction

La question de savoir dans quelle mesure la composition sociale de notre représentation politique correspond à celle de la société dans son ensemble est un thème récurrent de l'étude des processus politiques. C'est également le cas en Belgique (voir Delwit et al., 2005a ; 2005b ; Fiers & Reynaert, 2006). Ces études montrent que la représentation des hommes, des personnes hautement qualifiées et des quadragénaires et quinquagénaires est excédentaire dans tous nos organes élus. C'est particulièrement vrai aux niveaux les plus élevés du pouvoir, mais on rencontre aussi ce phénomène dans les conseils communaux.

Cet intérêt pour la représentation des catégories sociales, centré notamment, depuis peu, sur la représentation féminine (Paxton et al., 2007), contraste avec le caractère très limité de la recherche consacrée aux catégories géographiques. C'est certainement le cas dans les systèmes de représentation proportionnelle tels que le système belge (Latner & McGann, 2005). A la lumière d'une étude comparative effectuée dans plusieurs pays occidentaux, Gallagher & March (1988) concluent que l'équilibre géographique est un critère de sélection important pour les partis politiques lors de la formation de leurs listes. Ce qui ne signifie évidemment pas que la constitution définitive des organes politiques est également géographiquement neutre. Ainsi on a constaté qu'en Belgique les grandes communes ont une représentation excédentaire par rapport aux petites (Wauters et al., 2003 ; Delwit et al., 2005a). Toutes ces études sont centrées sur les entités géographiques administratives telles que les provinces, les arrondissements et les communes. Cependant, l'environnement immédiat des hommes politiques, le type de quartier, joue également un rôle important, car il a non seulement des conséquences pour la défense des intérêts de ces quartiers, mais il influence aussi les hommes politiques qui y vivent, ou bien il est, à tout le moins, le reflet de préférences antérieures. Voici ce que Borman et al. (2001) disent à ce propos : « La concentration (ou l'absence) d'élus dans certains types de quartiers (...) ne peut à son tour rester sans influence sur la manière dont sont transmis, relayés, interprétés, déformés et finalement traités les problèmes sociaux ». Les études existantes (de Borman et al. 2001 ; De Maesschalck, 2005 ; Jacobs, 2006) montrent non seulement que les quartiers plus aisés sont mieux représentés, même au niveau des conseils communaux, mais aussi qu'il y a, entre les partis politiques, de grandes différences qui peuvent être reliées à la position qu'ils occupent dans le spectre politique.

Dans le présent article, nous examinons dans quelle mesure les différents types de quartiers sont représentés dans les conseils communaux actuels des 19 communes bruxelloises. A cet effet, nous nous intéressons aux différences qui existent entre les divers partis et familles politiques. Ensuite, nous analysons l'évolution qui s'est produite par rapport à la législature précédente. Cette comparaison a été effectuée à partir des données de Borman et al. (2001), qui ont étudié la représentation des différents types de quartiers dans les conseils communaux de la Région de Bruxelles-Capitale et de la périphérie bruxelloise pour la période 2000 – 2006. Enfin, nous observons les différences avec les lieux de résidence des membres du parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. De cette façon, il est possible de vérifier si certains types de quartiers sont mieux représentés à un niveau plus élevé de pouvoir.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, le problème de la représentation des différents types de quartiers se pose de manière particulièrement impérieuse. Les contrastes sociaux entre les quartiers y sont, en effet, plus prononcés que partout ailleurs en Belgique. Cette situation correspond à la désertion particulièrement massive des quartiers centraux des villes par les autochtones, qui a eu lieu après la seconde guerre mondiale, et à l'arrivée de travailleurs étrangers qui ont occupé l'espace ainsi libéré sur le marché du logement et celui du travail. Ces groupes d'immigrés ont été particulièrement touchés par la crise économique, qui a limité leur mobilité sociale et géographique (voir Kesteloot, 2000). L'exode urbain des autochtones et l'immigration étrangère restent, aujourd'hui encore, des processus structurels, bien que la gentrification restreigne toujours plus l'espace vital des groupes les plus pauvres (Van Crielingen, 2006).

Les quartiers de résidence des conseillers communaux dans la législature actuelle : ils ne sont pas le reflet de l'espace bruxellois

Cette étude analyse la situation des 663 conseillers communaux siégeant effectivement. Ce qui signifie que les élus qui, au cours de cette législature, n'ont pas occupé leur siège de conseiller communal ou ont abandonné celui-ci, par exemple parce qu'ils exerçaient un autre mandat, ne sont pas pris en considération.¹ Les lieux de résidence des conseillers communaux ont été localisés au niveau du quartier. Le parti auquel appartient chaque conseiller a également été enregistré. Il s'agit ici de l'appartenance à un parti national ou régional et non de la seule présence sur la liste locale sur laquelle la personne concernée a été élue. Les élus qui ne sont pas membres d'un parti national ou régional ont été classés comme indépendants. Pour la plupart des analyses, les partis francophone et néerlandophone d'une même famille politique ont été réunis.² Dans la plupart des cas, la représentation des néerlandophones n'est pas assez importante pour justifier une analyse séparée.

¹ Ces données ont été rassemblées, au cours du printemps 2008, par Tom De Bruyn, dans le cadre de son travail de fin d'études en géographie sociale et économique à la K. U. Leuven.

² Les familles suivantes ont été retenues : sociaux-démocrates (SP, sp.a, MS), libéraux (PRL, VLD, MCC), chrétiens-démocrates (CDH, CD&V, CDF), verts (écolo, groen !), extrême-droite (Vlaams Belang, FN), nationalistes flamands (spirit) et indépendants. Le FDF a été considéré comme une catégorie à part.

Dans un premier temps, les quartiers sont caractérisés par deux paramètres : le revenu médian et l'indice de marginalisation établi par Vandermortten et al. (2006). Celui-ci est un outil d'évaluation global, établi à partir de 22 variables qui mesurent différents types de marginalisation dans les domaines du logement, du marché du travail, de l'éducation et de la santé.³ Cet indice, qui a été calculé pour tous les quartiers de toutes les régions urbaines belges, a une valeur moyenne de 0. La Région de Bruxelles-Capitale a une moyenne un peu plus basse : - 0,4. La valeur de 1 (ou -1) signifie que le quartier en question s'écarte d'un écart-type de la moyenne dans le sens positif (ou négatif). Dans un deuxième paragraphe, on vérifie dans quelle mesure les schémas considérés sont influencés par la présence d'élus d'origine non-européenne. Pour terminer, on examine la façon dont les quartiers en difficulté sont représentés dans les conseils communaux.

Grandes différences entre partis

La figure 1 montre le revenu moyen et la valeur moyenne de l'indice de marginalisation des quartiers où vivent les conseillers communaux, séparément pour chaque famille politique. Les axes correspondent à la moyenne relative à l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale. La taille du cercle correspond au nombre total de conseillers communaux de la famille concernée.⁴ La valeur moyenne correspondant à l'ensemble des familles politiques a également été indiquée. Il ressort de l'examen de la figure que les quartiers où habitent les conseillers communaux sont, en moyenne, plus aisés que dans l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale, que l'on prenne comme critère tant le revenu que le degré de marginalisation. Il existe cependant de grandes différences entre les familles politiques. Les conseillers communaux sociaux-démocrates habitent, en moyenne, dans les quartiers les moins aisés ; ils se situent même sous la moyenne relative à l'ensemble de la région, ce qui n'est pas le cas des autres partis, bien que les verts soient très proches de cette moyenne. Suivent alors, des moins aisés aux plus nantis, les chrétiens-démocrates, les libéraux, les membres de l'extrême-droite, les membres du FDF et, enfin, les indépendants.

Le niveau de prospérité des quartiers habités par les conseillers communaux est donc plus élevé que la moyenne, mais il y a des différences notables entre les familles politiques, différences qui correspondent, dans les grandes lignes, aux positions idéologiques. On peut donc dire que des positions idéologiques différentes conduisent à choisir un cadre de vie différent, ou, au contraire, qu'un environnement particulier incite à adopter certaines positions idéologiques déterminées. Plus précisément, ces différences suivent une ligne continue qui va de la gauche à la droite, bien que l'extrême-droite ne se trouve pas au bout de cette ligne.⁵ Au contraire des

³ Il s'agit plus précisément de la première composante de ce que l'on appelle une analyse de composantes principales, qui reproduit au mieux la répartition communautaire des 22 variables.

⁴ Les nationalistes flamands n'ont pas été représentés. Ils n'ont qu'un conseiller communal pour toute la Région de Bruxelles-Capitale.

⁵ La position du FDF sur la ligne gauche-droite est sujette à caution, étant donné le rôle que joue la langue dans le mécanisme de recrutement. Historiquement, le FDF a retiré, aux partis libéraux, des mandataires et des voix (qu'il a reperdus ensuite au profit de ceux-ci) et fait partie maintenant du MR avec le PRL.

Figure 1. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des conseillers communaux en fonction de la famille politique

autres familles politiques, elle compte, en effet, une majorité d'élus néerlandophones qui, plus que leurs collègues francophones, habitent dans la partie occidentale de la région, qui connaît une moindre prospérité – surtout si celle-ci est mesurée par l'indice de marginalisation. De plus, les différences entre les néerlandophones et les francophones ne sont pas très grandes, ce que montre la figure 2, qui présente les situations séparées des deux groupes linguistiques, par famille politique. La seule exception est constituée par les libéraux néerlandophones, qui vivent dans des quartiers beaucoup moins aisés que leurs collègues francophones. Ceci peut s'expliquer par la proportion relativement grande d'élus de ce parti qui exercent une profession indépendante et qui vivent, en général, près de leur lieu de travail, souvent situé dans les vieux quartiers moins aisés du centre des communes (de Borman et al. 2001).

Figure 2. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des conseillers communaux en fonction de la famille politique et du groupe linguistique.

L'impact des élus d'origine non-européenne

Le niveau moyen de prospérité des quartiers de résidence des conseillers communaux serait encore beaucoup plus élevé sans la présence des élus d'origine non-européenne, qui représentent vingt-deux pour cent du nombre total des conseillers.⁶ Ces élus vivent en général dans des quartiers beaucoup plus pauvres, dont le degré de marginalisation est beaucoup plus élevé. C'est ce que montre la figure 3, où la distinction a été faite, pour chaque famille politique, entre les conseillers communaux d'origine non-européenne et les autres. Les premiers se situent sous la moyenne générale, tandis que les seconds se trouvent au-dessus de celle-ci, à l'exception des seuls sociaux-démocrates qui restent nettement en dessous – du moins en ce qui concerne l'indice de marginalisation. L'impact des conseillers communaux d'origine non-européenne est évidemment le plus fort dans les partis qui comptent beaucoup d'élus de ce groupe. Chez les sociaux-démocrates, ils sont environ la moitié ; chez les chrétiens-démocrates, ils dépassent juste la moyenne.

⁶ L'identification de ce groupe s'est faite sur la base des données de Pierre-Yves Lambert (<http://suffrage-universel.be>), complétées de l'information disponible sur les candidats individuels.

Viennent ensuite les verts, le FDF et les libéraux. Seule, l'extrême-droite ne compte aucun conseiller communal d'origine non-européenne dans ses rangs.⁷

Le niveau moyen de prospérité des quartiers de résidence des conseillers communaux d'origine non-européenne est donc beaucoup plus bas que celui de l'ensemble des conseillers communaux, mais on y observe les mêmes différences entre les familles politiques. Ceci signifie que, pour ce groupe également, les différences correspondent aux positions idéologiques, et, plus précisément, qu'elles suivent une ligne continue gauche-droite. Bien que Bousetta (2006) mette l'accent sur les objectifs instrumentaux en vue desquels les candidats issus de l'immigration sont utilisés par tous les partis (à l'exception de l'extrême-droite), dans une tentative de séduction du segment anti-raciste et ethnique de l'électorat bruxellois, il apparaît cependant qu'une certaine sélection s'opère au sein de ce groupe selon l'idéologie. La seule exception à cette observation est le cas des chrétiens-démocrates, situés plus bas sur la ligne gauche-droite. Ce qui a pour conséquence que la position de ceux-ci parmi les conseillers communaux d'origine européenne est nettement plus élevée qu'au sein de l'ensemble des conseillers. Ils dépassent les libéraux et même, en ce qui concerne l'indice de marginalisation, l'extrême-droite. Etant donné que seuls deux conseillers communaux d'origine non-européenne appartiennent au groupe linguistique néerlandophone, la différence entre les groupes linguistiques

Figure 3. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des conseillers communaux en fonction de la famille politique et de l'origine.

⁷ Les indépendants, comme les nationalistes flamands, ne comptent qu'un seul élu d'origine non-européenne. Ceux-ci n'ont pas été représentés.

francophone et néerlandophone des conseillers communaux d'origine européenne est encore plus grande.

La sous-représentation des quartiers les plus défavorisés

Dans le paragraphe précédent, on a utilisé des valeurs moyennes. Mais une même valeur moyenne peut correspondre à plusieurs schémas de répartition. Ainsi, la valeur moyenne du niveau de prospérité peut signifier qu'un grand nombre de conseillers communaux vivent dans des quartiers dont le niveau de prospérité est égal à cette valeur moyenne. Mais elle peut tout aussi bien signifier que, tant dans certains quartiers très aisés que dans certains quartiers très défavorisés, on observe un excédent de conseillers communaux. Dans le présent paragraphe, on examine dans quelle mesure certains quartiers connaissent soit un excédent, soit un déficit du nombre de conseillers. Les quartiers ont été classés en huit groupes selon leur indice de marginalisation. Plus précisément, on a créé le même nombre de groupes de chaque côté de la moyenne générale relative à la région de Bruxelles-Capitale. L'écart constant entre deux groupes est de 0,5, ce qui correspond à un demi-écart-type. La figure 4 indique l'excédent ou le déficit de représentation de ces 8 types de

Figure 4 Excédent et déficit de représentation des quartiers en fonction de leur indice de marginalisation, selon la famille politique

Figure 5. Le lieu de résidence des conseillers communaux de la famille sociale-démocrate (en haut) et de la famille libérale et du FDF (en bas)

quartiers. Plus précisément, le pourcentage de conseillers communaux habitant un type de quartier déterminé a été divisé par le pourcentage de la population habitant ce type de quartier. La valeur 1 correspond à une représentation parfaitement proportionnelle.

Cette figure montre que, pour l'ensemble de tous les partis, la représentation augmente globalement à mesure que le niveau de prospérité monte. Ici aussi, on observe des différences entre les familles politiques. Les chrétiens-démocrates, et plus encore les libéraux et le FDF, suivent le schéma général d'une représentation qui croît avec le niveau de prospérité. Les verts ont une courbe plus aplatie, avec un maximum local dans les quartiers qui se trouvent juste au-dessus de la moyenne. Les sociaux-démocrates constituent la seule famille politique qui suit une courbe inverse, caractérisée par un excédent dans les quartiers les plus défavorisés – bien qu'ils présentent aussi un maximum local juste en dessous de la moyenne. L'opposition des schémas des sociaux-démocrates, d'une part, et des libéraux et du FDF, d'autre part, se traduit géographiquement par une localisation plus centrale pour les premiers et plus périphérique pour les seconds (figure 5). La marginalisation est, en effet, surtout marquée dans la partie centrale de la Région de Bruxelles-Capitale. Les conseillers communaux de l'extrême-droite ont un profil spécifique. Ils présentent un excédent important de représentation dans les quartiers moyennement aisés et ne sont pas représentés du tout dans les quartiers les plus aisés et les moins aisés. Ces partis font un large usage des problèmes des quartiers défavorisés pour leur propagande, mais ils n'y ont eux-mêmes aucune représentation politique.

Ici aussi, il existe de grandes différences entre les conseillers communaux d'origine non-européenne et ceux qui sont d'origine européenne. Pour ces derniers pris séparément, le lien entre l'augmentation de la représentation et la croissance de la prospérité est encore bien plus fort (figure 6). Les modifications de ce lien sont évidemment les plus importantes dans les familles politiques qui comptent de nombreux conseillers communaux d'origine non-européenne. Ainsi, l'excédent de représentation des quartiers les plus défavorisés disparaît chez les sociaux-démocrates – qui, de toutes les familles politiques, y restent encore pourtant les plus présents – et la courbe s'aplatit. Celle des chrétiens-démocrates devient beaucoup plus raide et celle des verts considérablement moins plate.

Pour terminer, examinons le degré de représentation des quartiers en difficulté. Ces quartiers ont été déterminés par Vandermorten et al. (2006), qui les ont répartis en différents types. A Bruxelles, les types les plus importants sont les quartiers immigrés en grande difficulté, les quartiers en légère difficulté et les quartiers en cours de gentrification, où règne une puissante dynamique de rénovation et d'accueil des immigrés de la classe moyenne. Les autres quartiers en difficulté sont surtout des quartiers de logements sociaux. Le tableau 1 reprend l'excédent ou le déficit de représentation de ces quartiers pour les différentes familles politiques. La valeur 1 correspond à une parfaite proportionnalité, toute valeur inférieure à 1 indique une sous-représentation. On constate tout d'abord un excédent de représentation global des quartiers qui ne connaissent pas de difficultés. Hormis les sociaux-démocrates, toutes les familles politiques présentent cet excédent, ce qui les place dans le même ordre que celui qui a été donné pour les valeurs moyennes ; mais ici l'extrême-droite correspond bien à la valeur la plus élevée. La mesure de l'excédent de représentation des quartiers qui ne sont pas en difficulté suit donc clairement une

Figure 6. Excédent ou déficit de représentation des quartiers en fonction de l'indice de marginalisation, sans les conseillers communaux d'origine non-européenne, selon la famille politique

ligne gauche-droite continue. A l'inverse, les quartiers en difficulté sont globalement sous-représentés, quel que soit leur type. Dans les quartiers immigrés en grande difficulté, seuls les sociaux-démocrates connaissent un excédent de représentation, ce qui peut être relié à la forte proportion de conseillers communaux d'origine non-européenne appartenant à cette famille politique. Les quartiers en légère difficulté présentent un excédent chez les chrétiens-démocrates et aussi chez les indépendants, qui, s'ils habitent un quartier défavorisé, vivent seulement dans ce type-là. Pour les quartiers en cours de gentrification, l'excédent apparaît chez les sociaux-démocrates, mais surtout chez les verts. Dans les autres quartiers défavorisés – essentiellement des quartiers de logements sociaux – seuls les sociaux-démocrates présentent un excédent.

	non en difficulté	Quartiers immigrés en grande difficulté	quartiers en légère difficulté	quartiers en gentrification	autres quartiers en difficulté
Sociaux-démocrates	0.82	1.43	0.94	1.14	1.18
Verts	1.18	0.67	0.68	1.32	0.63
Chrétiens-démocrates	1.29	0.71	1.08	0.43	0.23
Libéraux	1.50	0.44	0.63	0.48	0.30
FDF	1.69	0.40	0.51	0	0
Indépendants	1.64	0	1.19	0	0
Extrême-droite	1.75	0	0.40	0.48	0
Tous les partis	1.28	0.74	0.79	0.67	0.50
% de la population	50.4	18.5	14.6	12.1	3.9

Tableau 1. Excédent ou déficit de représentation des quartiers en difficulté

De Borman et al. (2001) avaient déjà constaté l'excédent de représentation présenté par les verts dans les quartiers en cours de gentrification, au cours de la législature précédente, observation qu'ils avaient reliée à l'attention portée par cette famille politique à la revitalisation urbaine. Ils ont comparé la localisation des conseillers communaux verts avec une typologie de la gentrification établie par Van Criekingen (voir Van Criekingen, 2003). Celui-ci a fait la distinction entre, d'une part, les quartiers en cours de gentrification au sens strict, qui, au départ d'une situation défavorisée, ont déployé une puissante dynamique de rénovation et de changement social,

	Gentrification	Upgrading	Anciens quartiers	Quartiers plus récents
Sociaux-démocrates	1.14	0.84	1.18	0.75
Verts	1.47	1.89	0.86	0.68
Chrétiens-démocrates	0.58	0.92	1.04	1.08
Libéraux	0.38	1.01	0.80	1.48
FDF	0.17	0.87	0.69	1.79
Indépendants	0	1.21	0.62	1.78
Extrême-droite	0	0.82	0.48	2.21
Tous les partis	0.70	1.04	0.92	1.19
% de la population	7.5	14.4	48.8	29.3

Tableau 2. Excédent ou déficit de représentation des quartiers selon la typologie de gentrification

et, d'autre part, les quartiers en upgrading, soumis eux aussi à cette dynamique, mais dont la situation de départ était moins défavorisée. Pour les autres, une différence a été établie entre les quartiers développés depuis un certain temps déjà, dont bon nombre de maisons datent d'avant la première guerre mondiale, et les quartiers plus récents.

Le tableau 2 donne, pour les différentes familles politiques, l'excédent ou le déficit de représentation de ces quartiers pour la législature actuelle. On y voit clairement, en effet, que la présence des verts et, dans une moindre mesure, celle des sociaux-démocrates, est la plus forte dans les quartiers en cours de gentrification au sens strict. Cependant, cet excédent des verts est encore plus marqué pour les quartiers en upgrading. Ceux-ci présentent également un léger excédent de représentation pour l'ensemble des partis. Mais c'est pour le type des quartiers plus récents que la représentation excédentaire globale est la plus forte. Pour ces quartiers, l'image est d'ailleurs inversée par rapport à celle des quartiers en cours de gentrification au sens strict : les valeurs les plus élevées concernent l'extrême-droite, puis viennent le FDF, les libéraux, les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates et, enfin, les verts. La figure 7, qui reproduit la localisation du lieu de résidence des conseillers communaux verts d'après la typologie utilisée, montre clairement la préférence de ces conseillers pour les quartiers en gentrification et en upgrading.

Figure 7. Le lieu de résidence des conseillers communaux verts

Une comparaison dans le temps : faibles différences avec la législature précédente

Dans ce chapitre, une comparaison plus large est faite avec les données de Borman et al. (2001) relatives aux 653 conseillers communaux pour la législature 2000 – 2006. Notons bien que cet ensemble de données concerne tous les élus, tandis que celles qui se rapportent à la législature actuelle prennent en compte les conseillers siégeant effectivement. Dans un premier paragraphe, on examine l'évolution du revenu moyen et de la valeur moyenne de l'indice de marginalisation dans les quartiers de résidence des conseillers communaux, ainsi que l'impact variable des élus d'origine non-européenne. Le deuxième paragraphe est centré sur l'évolution de la représentation des quartiers en difficulté.

Une image stable

La figure 8 montre, pour les deux législatures, le revenu moyen et l'indice de marginalisation moyen des quartiers de résidence des conseillers communaux, pour les différentes familles politiques et pour l'ensemble des partis. Pour la législature 2000 – 2006, on retrouve, dans les grandes lignes, les constatations qui avaient été faites pour les conseils communaux actuels : les moyennes relatives à l'ensemble des partis sont pratiquement les mêmes dans les deux périodes, ainsi que l'ordre de succession des partis selon le niveau de prospérité. Seule la position de l'extrême-droite est radicalement différente : au cours de la législature précédente, les con-

Figure 8. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des conseillers communaux, selon la famille politique et la législature

seillers communaux de cette famille politique habitaient dans des quartiers nettement moins aisés, ce qui les maintenait même sous la moyenne générale en ce qui concerne l'indice de marginalisation. On observe donc un net glissement de l'extrême-droite vers des quartiers plus élitaires.

Les glissements moins importants des autres familles politiques peuvent s'expliquer, en grande partie, par la diminution ou l'augmentation de la proportion de conseillers d'origine non-européenne, ceux-ci habitant, en effet, généralement dans les quartiers plus pauvres, dont le degré de marginalisation est plus élevé. C'est ainsi que la montée du niveau moyen de prospérité est relativement importante chez les verts, qui ont connu la plus forte diminution du nombre de conseillers communaux d'origine non-européenne (tableau 3). Le FDF connaît également une hausse du niveau moyen de prospérité et donc une augmentation limitée du nombre de conseillers non européens par rapport aux autres familles politiques. Chez celles-ci, la croissance plus forte de ce nombre correspond à une baisse du niveau moyen de prospérité.

	pourcentage 2000	pourcentage 2006	évolution 2000-2006
Sociaux-démocrates	27.7	44.8	+ 17.2
Verts	9.0	22.8	+ 13.8
Chrétiens-démocrates	28.3	17.3	- 11.0
Libéraux	6.7	11.3	+ 4.5
FDF	3.3	9.8	+ 6.5
Indépendants	4.8	4.3	-0,4
Extrême-droite	0.0	0.0	/
Tous les partis	14.2	22.0	+ 7.8

Tableau 3. Pourcentage de conseillers communaux d'origine non-européenne en fonction de la famille politique et de la législature

La figure 9 montre, pour les deux législatures, les valeurs moyennes du niveau de prospérité pour les conseillers communaux d'origine européenne et non européenne séparément, tant pour les différentes familles politiques que pour l'ensemble des partis. En ce qui concerne les conseillers communaux d'origine européenne, il apparaît que, au cours de la législature précédente également, seuls les sociaux-démocrates restaient sous le niveau général de prospérité. Pour les conseillers d'origine non-européenne, cette constatation s'appliquait à toutes les familles politiques, comme c'est encore le cas aujourd'hui. Cependant, au contraire de ce qui se passe au cours de la législature actuelle, les différences entre les familles politiques au sein de ce groupe semblent plutôt aléatoires, et le niveau général de prospérité est clairement en hausse dans les quartiers où ils vivent. La lutte qui oppose les partis politiques (à l'exception de l'extrême-droite) pour obtenir les voix des immi-

grés était déjà très âpre lors des élections communales de 2000. Ce qui eut pour conséquence que, dans certains cas, les partis n'ont pas été très sélectifs dans le recrutement de candidats venus de l'immigration, au grand dam d'un certain nombre d'organisations d'immigrés (Jacobs et al., 2003). Lors des élections de 2006, les partis semblent avoir recruté de manière plus sélective, à la seule exception des chrétiens-démocrates. La hausse de prospérité citée s'applique d'ailleurs aussi aux conseillers communaux d'origine européenne, mais l'augmentation du nombre total de conseillers non-européens entraîne la baisse du niveau moyen de prospérité de l'ensemble des conseillers communaux.

Figure 9. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des conseillers communaux selon la famille politique, l'origine et la législature.

Un déficit de représentation permanent des quartiers défavorisés

La représentation des différents types de quartiers, classés par degré de marginalisation, apparaît également identique dans les deux législatures, et ceci pour toutes les familles politiques. C'est ce que montre la figure 10, qui reproduit l'excédent ou le déficit de représentation de ces types de quartiers pour les deux législatures. En haut, se trouvent les familles politiques qui suivent le schéma général : une augmentation de la représentation combinée à une hausse de la prospérité (chrétiens-démocrates, libéraux, FDF). En bas, on voit les familles qui s'écartent de ce schéma (sociaux-démocrates, verts, extrême-droite). C'est dans ce dernier groupe qu'on observe surtout quelques évolutions frappantes. L'extrême-droite connaît un excédent de représentation dans les quartiers moyennement aisés au cours des deux

Figure 10. Excédent ou déficit de représentation des quartiers en fonction de l'indice de marginalisation, selon la famille politique et la législature

- représentation Proportionnelle
- libéraux 2000
- libéraux 2006
- chrétiens-démocrates 2000
- chrétiens-démocrates 2006
- FDF 2000
- FDF 2006
- tous les partis 2000
- tous les partis 2006

- représentation Proportionnelle
- sociaux-démocrates 2000
- sociaux-démocrates 2006
- verts 2000
- verts 2006
- extrême-droite 2000
- extrême-droite 2006

Figure 11. Excédent ou déficit de représentation des quartiers en fonction de l'indice de marginalisation, sans les conseillers communaux d'origine non-européenne, selon la famille politique et la législature

- représentation proportionnelle
- - libéraux 2000
- libéraux 2006
- - chrétiens-démocrates 2000
- chrétiens-démocrates 2006
- - FDF 2000
- FDF 2006
- - tous les partis 2000
- tous les partis 2006

- représentation proportionnelle
- - sociaux-démocrates 2000
- sociaux-démocrates 2006
- - verts 2000
- verts 2006
- - extrême-droite 2000
- extrême-droite 2006

législatures, mais était encore bien représentée dans les quartiers les plus défavorisés pendant la législature précédente. Cette représentation a complètement disparu, tant pour les francophones que pour les néerlandophones. Ceci signifie que l'ambiguïté caractéristique de ce genre de parti populiste (de Borman et al., 2001) a disparu pour faire place à une formation élitaire, du moins au niveau de la représentation. Dans les quartiers les plus défavorisés, pour la période actuelle, la présence des sociaux-démocrates est plus forte, mais celle des verts est nettement plus faible, alors que ceux-ci y présentaient encore un excédent de représentation au cours de la législature précédente. Ceci s'explique à nouveau par l'augmentation ou la diminution, respectivement, de la proportion de conseillers d'origine non-européenne. Ceci apparaît sur la figure 11, qui reprend la figure 10 dont ont été retirés les conseillers d'origine non-européenne. On y voit, en effet, que l'excédent de représentation des quartiers les plus défavorisés disparaît. On y lit également que les courbes des partis qui suivent le schéma général – chrétiens-démocrates, libéraux et FDF – sont moins plates, de même que celles de l'ensemble des partis.

L'excédent de représentation des quartiers qui ne sont pas en difficulté – tels qu'ils ont été déterminés par Vandermorten et al. (2006) – demeure inchangé. Le pourcentage de conseillers communaux par rapport au nombre d'habitants de ces quartiers est encore toujours de 1,28. On observe bien quelques développements différents pour les différentes familles politiques, développements qui peuvent à nouveau être reliés à l'évolution de la proportion de conseillers d'origine non-européenne – à

l'exception de l'extrême-droite. Ceci peut être déduit de la figure 12 qui illustre le degré d'excédent ou de déficit de représentation des quartiers qui ne sont pas en difficulté, pour les deux législatures.

On voit donc que, malgré l'accroissement du nombre total de conseillers communaux d'origine non-européenne, il n'y a aucune amélioration de la représentation des quartiers en difficulté. Cependant, les différents types de ces quartiers connaissent une évolution différente. Ainsi, les quartiers immigrés en grande difficulté sont nettement mieux représentés, au détriment de tous les autres types. Les quartiers en légère difficulté sont encore toujours les moins sous-représentés, mais ceux qui

Figure 12. Excédent ou déficit de la représentation des quartiers qui ne sont pas en difficulté

sont en cours de gentrification sont actuellement – au contraire de ce qui se passait dans la législature précédente – moins bien représentés que les quartiers immigrés en grande difficulté. Les autres quartiers défavorisés, essentiellement des quartiers de logements sociaux, perdent un tiers de leur représentation, mais il s'agit ici d'un groupe relativement restreint.

A niveau de pouvoir plus élevé, cadre de vie plus prospère

Dans ce dernier chapitre, on compare le lieu de résidence des conseillers communaux avec celui des membres du parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces parlementaires sont, pour la plupart, recrutés au sein des conseils ou des collèges communaux. 62 % d'entre eux sont même encore toujours membres d'un conseil ou d'un collège, pourcentage qui est plus faible que celui des autres parlements régionaux. Pour le parlement wallon, ce chiffre atteint même 80 %, ce qui s'explique en partie par la faible étendue des circonscriptions électorales wallonnes (Delwit et al., 2005b) ; mais, pour le parlement flamand (73 %) et même pour le parlement fédéral (67 %), le pourcentage est également supérieur à celui de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette situation est peut-être due au fait qu'à Bruxelles le rapport entre le nombre de communes et celui des parlementaires est plus faible, mais elle résulte peut-être aussi de l'existence de mandats supplémentaires exercés dans d'autres institutions, notamment les commissions communautaires.

On compare, d'une part, le lieu de résidence des conseillers communaux de la période 2000 – 2006 avec celui des 75 parlementaires de la législature 1999 – 2004 et, d'autre part, le lieu de résidence des conseillers communaux de la période actuelle avec celui des 89 parlementaires élus en 2004. Les données relatives aux parlementaires, qui proviennent de l'étude de De Maesschalck (2005), se rapportent toutes aux conseillers siégeant effectivement. Les parlementaires du MR ont été traités comme un groupe unique. Les critères de comparaison sont le revenu moyen et l'indice moyen de marginalisation. Il ressort de cette étude que les parlementaires habitent, en moyenne, dans des quartiers plus aisés que les conseillers communaux, et ceci au cours des deux législatures. On peut donc parler d'un certain mécanisme de sélection. Comme les parlementaires sont, pour la plupart, issus des conseils communaux, ce sont donc surtout les conseillers communaux des quartiers plus aisés qui accèdent au parlement. Cependant, tout comme dans les conseils communaux, on observe, dans les parlements, une baisse du niveau moyen de prospérité, que l'on peut également attribuer à une augmentation du nombre de parlementaires d'origine non-européenne, puisqu'en effet, lorsque ces derniers ne sont pas pris en considération, le niveau de prospérité augmente. Le nombre de ces élus est passé de 5 en 1995 (6,7 %) à 8 en 1999 (10,7 %) pour atteindre 17 en 2004 (19,1 %).⁸ De plus, on constate que, dès 1995 - et cela n'a pas été le cas pour les conseils communaux - le niveau moyen de prospérité a baissé dans les quartiers de résidence de ce groupe, tout en restant cependant bien supérieur à celui qui est relatif aux conseils communaux. En 1995, les parlementaires d'origine non-européenne habitaient même encore, en moyenne, dans des quartiers

⁸ Ici aussi, ce groupe a été identifié sur la base des données de Pierre-Yves Lambert (<http://suffrage-universel.be>).

dont le revenu était plus élevé et l'indice de marginalisation plus bas que la moyenne générale de la Région de Bruxelles-Capitale. Ceci semble indiquer que le choix des candidats au parlement issus de l'immigration était effectué de manière très sélective dans le passé – au contraire de ce qui se faisait pour les conseils communaux – alors qu'actuellement ce choix est devenu plus souple.

Pour les différentes familles politiques prises séparément, le niveau de prospérité des quartiers où résident les parlementaires est également supérieur à celui des conseillers communaux, à la seule exception des verts dans l'actuelle législature.⁹ La figure 13 reproduit les moyennes pour les différentes familles politiques en 1999 et en 2004.¹⁰ On y observe *grosso modo* le même ordre de succession que pour

Figure 13. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des parlementaires, en fonction de la famille politique et de la législature

⁹ Alors que tous les parlementaires représentent le même nombre d'habitants, ce n'est pas le cas des conseillers communaux. Les communes plus petites ont un plus grand nombre de conseillers par habitant. Cet effet peut être gommé par la standardisation. Le niveau moyen de prospérité des quartiers de résidence des conseillers communaux est plus bas dans les données standardisées que dans les données non standardisées, et ceci pour les deux législatures et pour toutes les familles politiques, bien que les relations réciproques entre législatures et familles politiques restent les mêmes. Quand on considère les données standardisées, le niveau de prospérité des quartiers de résidence des conseillers communaux verts est bien inférieur à celui des parlementaires verts.

¹⁰ Les indépendants et les nationalistes flamands n'y figurent pas. En 1999, les deux groupes avaient chacun un parlementaire, en 2004, ils en avaient, respectivement, 0 et 2.

les conseillers communaux, mais les verts se situent relativement plus bas, restant toujours sous la moyenne générale. C'est encore plus frappant lorsque seuls les élus d'origine européenne sont pris en considération (figure 14). Les sociaux-démocrates, qui comptent, tant en 1999 qu'en 2004, le plus grand nombre de parlementaires d'origine non-européenne (respectivement 4 et 13, soit 50% et 77 % du nombre total), se situent, en effet, alors largement au-dessus de la moyenne générale. Enfin, remarquons que les parlementaires de l'extrême-droite ont nettement évolué, eux aussi, vers des quartiers plus aisés, entre les deux législatures.

Figure 14. Prospérité moyenne des quartiers de résidence des parlementaires d'origine européenne, en fonction de la famille politique et de la législature

Bien que la prospérité moyenne des quartiers de résidence des parlementaires soit plus élevée que celle des conseillers communaux – sauf pour les verts au cours de l'actuelle législature, on observe donc des différences analogues entre les familles politiques à un niveau de pouvoir plus élevé. Bien que les frontières de communes au sens strict ne jouent plus aucun rôle dans la sélection des candidats, cette analogie se retrouve aussi dans les schémas géographiques (figure 15). Les verts manifestent une préférence pour les quartiers en cours de gentrification et en upgrading et leur environnement, les sociaux-démocrates ont une représentation relativement importante dans les quartiers plus centraux, souvent caractérisés par un certain degré de marginalisation, et les libéraux et le FDF vivent, en majorité, dans un cadre relativement aisé, essentiellement dans les communes de la périphérie. Ce qui est le cas aussi de l'extrême-droite actuellement.

Figure 15. Le lieu de résidence des parlementaires de la Région de Bruxelles-Capitale pour la législature actuelle

Conclusion

Plus un quartier est aisé, mieux il est représenté dans les conseils communaux de la Région de Bruxelles-Capitale. Les quartiers en difficulté souffrent donc d'une double marginalisation : ils connaissent plusieurs problèmes urbains et ils sont sous-représentés dans les organes du pouvoir communal. Ce qui veut dire aussi que l'instauration du droit de vote pour les habitants étrangers au niveau communal n'a pas conduit à une représentation cohérente des quartiers en difficulté. Plus grave encore est le fait que ces quartiers ne sont pas mieux représentés actuellement qu'au cours de la législature précédente. Mais il y a une différence fondamentale. En fait, les quartiers qui connaissent le plus de problèmes urbains, les quartiers immigrés en grande difficulté (Vandermotten et al., 2006), ont bien une sous-représentation moins nette qu'au cours de la législature précédente, grâce à l'augmentation de 14 à 22 % du nombre de conseillers communaux d'origine non-européenne. Ces élus habitent, en effet, au contraire de leurs collègues d'origine européenne, dans des quartiers plus pauvres, dont le degré de marginalisation est supérieur à la moyenne de la Région de Bruxelles-Capitale. L'augmentation du nombre de ces élus est responsable aussi d'une légère baisse du niveau moyen de prospérité des quartiers de résidence de l'ensemble des conseillers communaux, bien que ce niveau soit en hausse chez les élus d'origine européenne et chez les élus d'origine non-européenne, pris séparément.

La coïncidence de l'augmentation de la représentation et de celle de la prospérité du quartier ne se vérifie cependant pas pour tous les partis et familles politiques. Alors qu'elle est très claire pour le FDF, les libéraux et, dans une moindre mesure, les chrétiens-démocrates, les verts sont répartis de manière plus homogène parmi les différents types de quartiers, et les sociaux-démocrates suivent même le schéma inverse. Le niveau moyen de prospérité pour les différentes familles politiques suit donc aussi cet ordre. L'extrême-droite présente un schéma quelque peu différent, avec un excédent de représentation prononcé dans les quartiers moyennement aisés. Les schémas décrits sont influencés par l'ampleur de la présence de conseillers communaux d'origine non-européenne pour les différentes familles politiques. Si l'on excepte ce groupe, qui représente près de la moitié des élus sociaux-démocrates, le schéma inversé de ces derniers fait place à un excédent de représentation dans les quartiers dont le niveau de prospérité se situe juste en dessous de la moyenne bruxelloise, et les autres familles politiques connaissent une augmentation plus forte de la représentation avec une croissance du niveau de prospérité. Toutes ces constatations s'appliquent à la législature actuelle et à la législature précédente, à la différence près que la proportion de conseillers communaux d'origine non-européenne a augmenté, entre les deux législatures, dans toutes les familles politiques - en dehors des verts qui avaient la proportion la plus importante. Il est d'ailleurs frappant de constater que, parmi les conseillers communaux d'origine non-européenne, les différences qui apparaissent entre les familles - selon le niveau de prospérité des quartiers de résidence - sont quasi les mêmes que pour l'ensemble des conseillers communaux, le niveau de prospérité étant, cela dit, chaque fois beaucoup plus bas. Au cours de la législature précédente, ces différences étaient encore plutôt aléatoires. Tandis que la lutte des partis politiques pour les voix anti-racistes et ethniques conduisait alors à l'arbitraire dans le choix des candidats, il semble qu'au sein de ce groupe les choix soient plutôt orientés maintenant par l'idéologie. Seuls les chrétiens-démocrates ne sont pas dans ce cas. L'extrême-droite n'a traditionnellement aucun élu d'origine non-européenne. Au cours de la législature précédente, cette formation politique avait cependant une représentation importante dans les quartiers les plus défavorisés, mais celle-ci a complètement disparu. L'ambivalence populo-élitaire de cette famille populiste a fait place à un schéma élitaire.

Si l'on compare les conseillers communaux avec les parlementaires de la Région de Bruxelles-Capitale, on arrive aux mêmes constatations, sauf que le niveau moyen de prospérité des quartiers habités par les parlementaires est nettement plus élevé. Ces conclusions sont valables pour toutes les familles politiques, excepté pour les verts au cours de la législature actuelle. Plus étonnant encore, malgré la non-prise en considération des limites de communes, les mêmes préférences de lieu de résidence se retrouvent dans les différentes familles politiques. Les libéraux et les membres du FDF habitent, en général, dans les quartiers périphériques aisés ; les sociaux-démocrates habitent plutôt les quartiers plus centraux, souvent défavorisés. Les verts élisent les quartiers anciens en cours de gentrification, tandis que l'extrême-droite préfère nettement les quartiers récents. Chez les chrétiens-démocrates, l'image est plus panachée. Il existe donc clairement un lien entre le profil idéologique des partis et les quartiers de résidence de leurs conseillers communaux et de leurs parlementaires, lien qui se déroule selon une ligne gauche-droite continue. Ce lien est encore consolidé par la proportion plus forte de conseillers communaux

d'origine non-européenne observée dans les partis de gauche – dans lesquels la différence entre les quartiers habités par ces conseillers et les autres conseillers est souvent plus faible que pour les autres partis. Ces différences entre partis reflètent notamment la force d'attraction exercée par les diverses idéologies dans les diverses zones géographiques. L'étude de Jacobs (2006) montre, en effet, que non seulement le lieu de résidence des élus mais aussi celui des candidats au parlement bruxellois épousent le contraste gauche-droite. De plus, ce phénomène permet aussi d'entrevoir les positions que les partis pourraient adopter sur des thèmes spatiaux, idée que Jacobs suggérait déjà dans l'étude citée et qu'il présentait comme une piste de recherche future. L'étude de De Maesschalck (2007) montrait, en effet, qu'il existe, au moins pour les partis flamands, une concordance évidente entre les lieux de résidence des parlementaires et les thèmes dominants du discours tenu par ceux-ci. Les types d'habitat périphériques et suburbains correspondent à une approche négative de la sphère urbaine, associée aux étrangers et à la criminalité dans un discours négatif. Selon ce discours, il faut sécuriser les villes et les rendre accessibles aux voitures dans l'intérêt de l'usager suburbain. Les types d'habitat urbains, très centraux, correspondent à une vision opposée, où l'attention est portée aux habitants des villes, aux transports en commun – favorables aux citadins vivant en forte concentration – et, plus généralement, à une approche positive de la sphère urbaine. Cette concordance s'avère présente ici aussi, même au niveau de pouvoir le plus bas, celui de la commune.

Jusqu'à présent, l'étude de la relation qui existe entre la représentation et le cadre de vie s'est limitée principalement à Bruxelles. De Maesschalck (2005) a observé des schémas analogues dans les conseils communaux d'autres grandes villes, mais il faudrait entreprendre une recherche plus systématique pour voir si, et dans quelle mesure, la situation bruxelloise est représentative. La sous-représentation des quartiers les plus pauvres peut, en effet, avoir des conséquences importantes dans des dossiers concrets, tels que ceux du logement, de la formation, de l'emploi, de la culture, etc. Leurs habitants ont vraisemblablement une autre vision de leur avenir que celle des décideurs politiques. C'est pourquoi les intérêts des habitants de ces quartiers pourraient peser moins que les intérêts des habitants futurs de ces quartiers envisagés par la politique et/ou ceux des habitants d'autres quartiers.

Références

- BOUSETTA H. (2006), "Politieke vertegenwoordiging en culturele diversiteit in Brussel: een fragiele uitzonderingssituatie", in KHADER B., MARTINIELLO M., REA A. & TIMMERMAN C. (red.), *Immigratie en integratie anders denken. Een Belgisch interuniversitair initiatief*, Brussel: Bruylant, pp. 121-129.
- DE BORMAN L., DOBRUSZKES F. & MARISSAL P. (2001), "Analyse socio-spatiale du lieu de résidence des élus communaux à Bruxelles et en périphérie", *Belgeo*, 1-2 (2001), pp. 63-76.
- DELWIT P., HELLINGS B., PILET J.-B. & VAN HAUTE E. (2005a), "Le profil des candidats francophones aux élections fédérales du 18 mai 2003", *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, 1874-1875.

- DELWIT P., HELTINGS B., PILET J.-B. & VAN HAUTE E. (2005b), "Le profil des candidats francophones aux élections régionales et européennes du 13 juin 2004", *Courier Hebdomadaire du CRISP*, 1880-1881.
- DE MAESSCHALCK F. (2005), "Een spiegel van de maatschappij? De woonplaats van de Belgische parlementsleden in kaart gebracht, 1961-2004", *Editions BEVAS/SOBEG*, 1 (2005), pp. 63-69.
- DE MAESSCHALCK F. (2007), *Stadsgewestvorming en electoraal-geografische dynamiek. Een onderzoek in Brussel en Antwerpen*, Leuven: Faculteit wetenschappen.
- FIERS S. & REYNAERT H. (2006), "De studie van politieke elites. Een stand van zaken", in FIERS S. & REYNAERT H. (red.), *Wie Zetelt? De gekozen politieke elite in Vlaanderen doorgelicht*, Leuven: Lannoo, pp. 19-34.
- GALLAGHER M. & MARSH M. (eds.) (1988), *Candidate Selection in Comparative Perspective. The Secret Garden of Politics*, London: Sage.
- JACOBS D. (2006), "Een kandidaat uit mijn buurt? De scheve spreiding van kandidaten voor de Brusselse gewestverkiezingen over armere en rijkere buurten", *Res Publica*, 48 (1), pp. 25-39.
- JACOBS D., MARTINIELLO M. & REA A. (2002), "Changing Patterns of Political Participation of Citizens of Immigrant Origin in the Brussels Capital Region: The October 2000 Elections", *Journal of International Migration and Integration*, 3 (2), pp. 201-221.
- KESTELOOT C. (2000), "Brussels: Post-Fordist Polarization in a Fordist Spatial Canvas", in MARCUSE P. & VAN KEMPEN R. (eds.), *Globalizing Cities. A New Spatial Order?*, Oxford: Blackwell, pp. 186-210.
- LATNER M. & MCGANN A. (2005), "Geographical Representation under Proportional Representation: The Cases of Israel and the Netherlands", *Electoral Studies*, 24 (4), pp. 709-734.
- PAXTON P., KUNOVICH S. & HUGHES M.M. (2007), "Gender in politics", *Annual Review of Sociology*, 33, pp. 263-284.
- VAN CRIEKENGEN M. (2003), "La ville revit! Formes, politiques et impacts de la revitalisation résidentielle à Bruxelles", in BIDOU-ZACHARIASEN C. (éd.), *Retours en ville*, Paris: Descartes, pp. 73-107.
- VAN CRIEKENGEN M. (2006), "Welke toekomst voor de Brusselse centrumwijken?", *Brussels Studies*, 1.
- VANDERMOTTEN C., MARISSAL P., VAN HAMME G., KESTELOOT C., SLEGGERS K., VANDEN BROUCKE L., IPPERSIEL B., DE BETHUNE S. & NAIKEN R. (2006), *Dynamische analyse van de buurten in moeilijkheden in de Belgische stadsgewesten*, Brussel: Grootstedenbeleid.
- WAUTERS B., NOPPE J. & FIERS S. (2003), "Nationale kopstukken, lokale sterkhouders en onbekende kandidaten. Een analyse van de lokale verankering van kandidaten en gekozenen bij de parlementsverkiezingen van 18 mei 2003", *Belgeo*, 2 (2003), pp. 165-185.